

Bruno Tertrais

Maître de recherche à la Fondation pour
la Recherche Stratégique

Faut-il craindre une escalade dans le Golfe arabo-persique ?

(9 janvier 2012)

La situation dans le Golfe ne présente pas de crise grave et immédiate. Mais un dérapage ou une escalade incontrôlée sont tout à fait possibles.

L'Iran fait désormais face à de nouvelles sanctions sévères

Le dernier rapport de l'AIEA sur le programme nucléaire iranien (18 novembre), particulièrement détaillé sur les travaux de « militarisation » conduits par Téhéran, a incité les pays occidentaux à envisager de nouvelles sanctions. Devant l'impossibilité d'obtenir l'accord de Moscou et de Pékin pour un vote à l'ONU, un nouveau train de sanctions unilatérales a été envisagé.

La France a tiré la première en proposant à ses partenaires occidentaux, dès le 21 novembre, le

gel des avoirs de la banque centrale iranienne et l'interruption des achats de pétrole iranien. Les Etats-Unis ont adopté le 31 décembre une disposition législative autorisant la Maison-Blanche à sanctionner toute institution financière commerçant avec la Banque centrale iranienne, notamment pour les achats de pétrole (avec un calendrier progressif pour donner le temps aux marchés de s'ajuster, et une souplesse d'application pour protéger les pays amis). L'Union européenne devrait suivre partiellement les propositions françaises lors du Conseil du 30 janvier prochain (avec là aussi un calendrier progressif), même si les réticences grecques demandent encore à être levées. Devant l'insistance de Washington, le Japon et la Corée du sud devraient réduire leurs importations de brut iranien¹.

Son programme nucléaire a ralenti, mais continue d'avancer

Les sanctions ont également affecté le programme nucléaire lui-même. Elles gênent la production de centrifugeuses (d'où un ralentissement de la production d'uranium enrichi et de la transition vers des centrifugeuses plus rapides)².

Mais le programme n'en continue pas moins d'avancer. Téhéran continue la production d'uranium enrichi, notamment à 20 %. L'annonce du transfert de la production d'uranium enrichi à 20 % vers la nouvelle installation souterraine de Qom est préoccupante³. La question de la disparition de plusieurs kilos d'uranium métal (révélée par le dernier rapport de l'AIEA) n'est pas résolue. L'opacité règne sur les travaux de militarisation, dont l'état exact d'avancement est aujourd'hui inconnu.

La pseudo-ouverture diplomatique annoncée début janvier est anecdotique : rien n'indique que l'Iran soit prêt à reprendre les négociations sans condition. Elle n'est que la dernière d'une longue série de fausses annonces publiques, généralement faites lorsque Téhéran se sent en position de faiblesse.

Le pouvoir iranien est en difficulté

De fait, le pouvoir iranien est clairement en difficulté. Les sanctions financières affectent profondément le pays, même si leur impact exact est difficile à mesurer (il s'ajoute en effet à la mauvaise gestion de l'économie iranienne). Les événements de l'année 2011 ont affaibli sa position régionale. La perspective de la perte de l'allié syrien (de surcroît essentiel pour l'influence iranienne au Proche-Orient), mais aussi le revirement turc, largement dû à la question syrienne (acceptation d'un radar antimissile américain, symbole d'une vraie brouille avec Téhéran) ne sont que très partiellement compensés par le maintien de l'influence iranienne dans un Irak désormais livré à lui-même.

La tentative d'attentat de l'ambassadeur saoudien à Washington a non seulement radicalisé l'attitude des pays du Golfe, mais aussi conduit à une condamnation quasi-unanime de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) par 106 voix contre 9 (19 novembre), qui suivait un rapport dévastateur à l'AGNU sur la situation des droits de l'Homme dans le pays (23 septembre).

Par ailleurs, la Chine semble désormais vouloir montrer qu'elle ne souhaite pas être excessivement dépendante du pétrole iranien (différend sur le prix des contrats avec l'Iran, nouveaux contrats avec l'Arabie saoudite).

Les dirigeants iraniens semblaient estimer que le

contexte mondial de l'année 2012 (crise financière, échéances électorales aux Etats-Unis et en France, anticipation d'un durcissement russe, Chine préoccupée par le renouvellement de ses dirigeants...) empêcherait la communauté internationale de maintenir la pression sur eux ; ils constatent qu'il n'en est rien.

La nervosité de Téhéran se traduit par de nouvelles provocations

Aux pressions internationales s'ajoute le contexte intérieur : la perspective des élections législatives le 2 mars prochain rend de plus en plus intense la bataille au sein des cercles conservateurs. Ainsi les provocations et les menaces n'ont-elles sans doute pas seulement pour but de décourager les sanctions : il s'agit souvent de marquer ou d'affaiblir tel ou tel camp, ou de détourner l'attention de l'opinion. Les déclarations de M. Panetta sur les dangers d'une frappe contre les sites nucléaires (10 novembre) n'ont sans doute rien fait pour décourager cette attitude (même si le Pentagone a, depuis, cherché à corrigé le tir).

D'où une série d'initiatives iraniennes : sac de l'ambassade du Royaume-Uni (30 novembre), nouvelles menaces de fermeture du détroit d'Ormuz (27 décembre), manœuvres militaires, tirs de missiles et avertissements plus musclés que d'ordinaire à la Marine américaine (3 janvier)⁴.

Les tensions devraient aller crescendo dans les semaines qui viennent

Les conflits internes ne peuvent qu'aller en s'aggravant d'ici mars. Une éventuelle éviction du président Ahmadinejad, affaibli face au Guide de la Révolution, n'aurait qu'une importance secondaire : il n'est pas le plus dur des dirigeants iraniens. (Il fait même partie des quelques rares dirigeants qui semblent souhaiter un accommodement avec les pays occidentaux, contrairement à Khamenei.) De manière générale, la poursuite de la radicalisation du pouvoir constatée depuis deux ans est probable.

Dans ce contexte tendu, des provocations majeures ne sont pas à exclure. Mais le risque le plus grave pourrait être celui d'une action dans le Golfe (approuvée ou non par le Guide) qui dégènerait en affrontement ouvert avec les Etats-Unis comme cela avait été le cas en 1988. Il n'est pas exclu que la tension conduise les pays occidentaux à envisager des mesures de protection du trafic comme cela avait été le cas pendant la guerre Iran-Irak. Notons par ailleurs que la situation à Bahreïn – autre terrain possible pour

une provocation iranienne – demeure tendue.

Le risque de crise majeure existe, mais reste pour l'heure limité

La fermeture du détroit d'Ormuz est improbable et ses conséquences directes seraient moins dramatiques qu'on ne le pense. L'Iran tire, selon les années, 50 à 70 % de ses revenus et 70 à 80% de ses devises étrangères de la vente de pétrole. Se priver de cette manne reviendrait à se tirer une balle dans le pied : la rente pétrolière est nécessaire pour le maintien du pouvoir et l'extension de son influence régionale, et le premier pays touché serait la Chine, l'une des rares puissances à conserver une attitude modérée envers Téhéran. L'effet psychologique serait immédiat et significatif (montée en flèche du prix du baril, peut-être 50 %) mais il serait temporaire⁵. La Marine américaine a scénarisé des dizaines de fois la réouverture du détroit par la force, et celle-ci ne prendrait que quelques jours ; les Etats-Unis seraient probablement soutenus par la majeure partie de la communauté internationale devant une violation flagrante de la Convention de Montreux. Les marchés et les grands acteurs régionaux (Arabie saoudite notamment) sauraient gérer un ralentissement temporaire des flux qui transitent par le détroit⁶. Washington a confirmé, le 8 janvier, que les Etats-Unis prendraient les mesures nécessaires en cas de fermeture du détroit. Le risque proviendrait davantage d'une escalade militaire délibérée de la part de l'Iran, par exemple en s'en prenant à un navire de guerre américain. On pourrait alors se diriger vers un *remake* des opérations conduites en 1987 (*Nimble Archer*) et 1988 (*Praying Mantis*).

Par ailleurs, ni Israël ni les Etats-Unis ne semblent aujourd'hui prêts à une frappe contre les sites nucléaires iraniens. Israël envoie des signaux sur le thème de la « ligne rouge » que constituerait le début de l'enrichissement à 20 % dans l'installation de Qom. On peut certes ne pas prendre plus au sérieux cette ligne rouge que les

divers « points de non-retour » annoncés par Tel-Aviv depuis 2003... Mais le départ des forces américaines d'Irak ôte une double contrainte aux Israéliens (plus besoin de traverser un espace aérien contrôlé par Washington ; plus de risque de représailles contre le contingent américain en Irak), et la nervosité israélienne est de plus en plus grande. Reste que la décision d'agir militairement contre l'Iran serait l'une des plus graves qu'un Premier ministre israélien puisse prendre – et devra faire l'objet d'un quasi-consensus au sein du gouvernement. Les Etats-Unis, pour leur part, ne pourraient envisager une telle action qu'en cas de provocation très grave, patente et visible⁷.

Un changement d'attitude de l'Iran est improbable, du moins tant que la survie du régime n'est pas en jeu

On peut bien sûr espérer que l'effet cumulé des sanctions devienne décisif, mais rien n'est sûr : la capacité de résistance et d'adaptation du régime reste grande ; et l'intervention contre la Libye pourrait avoir renforcé la volonté iranienne de disposer d'une option nucléaire militaire.

En dépit de plusieurs années de processus diplomatique, d'ouvertures américaines et de dialogues discrets de type *Track 2* avec des délégations iraniennes, le Guide semble persuadé que l'objectif réel des pays occidentaux est un changement de régime et n'est pas véritablement intéressé par une reprise des négociations. Une réelle ouverture de la part de Téhéran ne serait concevable que si le mécontentement interne grandissait au point que le régime lui-même se sente menacé. Nous n'en sommes pas (encore ?) là aujourd'hui. *A fortiori*, les conditions d'une nouvelle révolution ne sont pas remplies : la dynamique de juin 2009 n'existe plus. Toutefois, les échos du printemps arabe et la situation économique désastreuse du pays pourraient finir par changer la donne politique.◊

*Les opinions exprimées ici
n'engagent que la responsabilité
de leur auteur.*

Bruno Tertrais
b.tertrais@frstrategie.org

Notes

1. Les principaux pays d'Asie absorbent 60 % des exportations pétrolières iraniennes, contre 25 % pour l'Europe.
 2. S'y ajoutent les actions de sabotage et les assassinats de scientifiques.
 3. L'annonce iranienne de la production expérimentale de barres de combustible (1^{er} janvier), qui demande à être vérifiée, n'a, elle, aucune conséquence sur la dimension militaire du programme. Mais elle confirme l'indisponibilité de Téhéran pour un réexamen du projet d'accord « *fuel swap* » (échange d'uranium enrichi contre des barres de combustible destinées au réacteur de Téhéran), initialement proposé en octobre 2010 par les Etats-Unis.
 4. L'avertissement s'adressait spécifiquement au porte-avions John C. Stennis, qui a quitté temporairement le Golfe. L'Iran prétend qu'il est souverain dans le détroit.
 5. Par le détroit passent 35-40 % du commerce pétrolier international, soit 18-19 % de la consommation mondiale.
 6. L'exportation du pétrole brut produit au sud de l'Irak, au Koweït et au Qatar (ainsi que les exportations qataries de gaz naturel liquéfié) serait toutefois impossible.
 7. Dans le cas d'une provocation nucléaire iranienne, le contexte électoral américain ne serait ni une gêne, ni une incitation. Mais dans le cas d'une action militaire israélienne, le président américain apporterait sans doute un soutien forcé.
-

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

WWW.FRSTRATEGIE.ORG